

L'intégration de l'analyse comparative entre les sexes à Citoyenneté et Immigration Canada

L'adoption d'un cadre stratégique

Regard vers l'avenir:
maintenir la pratique de
l'analyse comparative entre les sexes au XXI^e siècle
Janvier, 2005



Objectifs

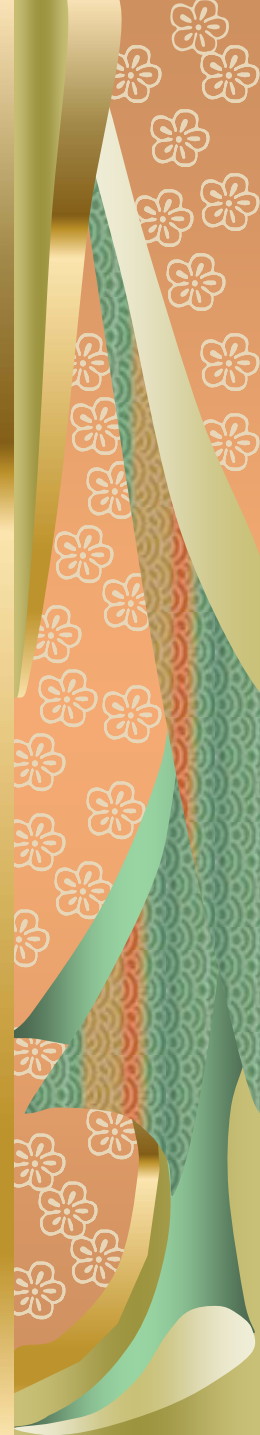
- Présenter CIC et préciser le contexte dans lequel l'analyse comparative entre les sexes (ACS) y est effectuée
- Définir les éléments constitutifs de l'ACS à CIC :
 - Assises
 - Exigence imposée par la Loi
 - La voie à suivre : le Cadre stratégique
- Leçons tirées



Citoyenneté et Immigration Canada (CIC)

■ Le Ministère :

- admet des immigrants, des étudiants étrangers, des visiteurs et des travailleurs temporaires
- réétablit les réfugiés, les protège et leur offre un refuge;
- aide les nouveaux arrivants à s'adapter à la société et à acquérir la citoyenneté canadienne;
- contrôle l'accès du Canada pour garantir la sécurité des Canadiens, protéger leur santé, et assurer le respect des lois canadiennes



CIC (suite)

- Quatre secteurs de service (sélection, réfugiés, intégration et admissibilité), chacun assumant des responsabilités particulières aux termes de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR).
- Très opérationnel.
- Fonctions au pays et à l'étranger.



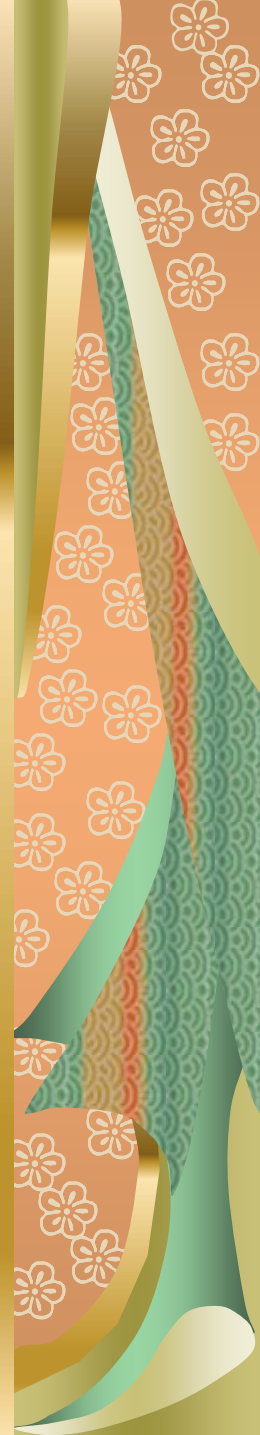
Du stade de projet pilote à la permanence

- L'ACS à CIC a d'abord été motivée par la révision de la législation.
- L'Unité d'analyse comparative entre les sexes (ACS) a été établie en 2000 à titre de projet pilote.
- L'Unité d'ACS a :
 - Soumis le projet de loi C-11 à une ACS préliminaire.
 - Cerné les conséquences pour les femmes et les hommes et précisé les cas nécessitant la collecte de données ventilées selon le sexe, une surveillance, et une analyse plus poussée.



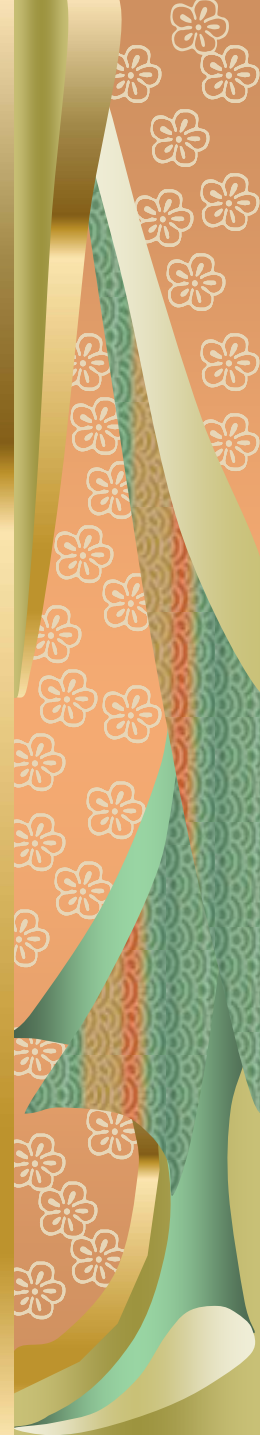
Une exigence sans précédent

- La *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR), entrée en vigueur en 2002, renferme, à propos de l'ACS, une disposition sans équivalent dans les lois fédérales.
- La LIPR [94.2f)] oblige CIC à présenter **annuellement une analyse comparative entre les sexes des répercussions de la Loi dans son rapport au Parlement.**



Répondre à l'exigence de la Loi

- Aucun autre ministère fédéral n'a une loi l'obligeant à faire rapport au Parlement.
- Pas d'exemple à suivre, mais une occasion de faire preuve d'initiative et d'innover.
- Évaluer les assises actuelles et s'en servir comme d'un tremplin pour adopter une stratégie intégrée.



L'ACS à CIC : Assises en place

■ Principaux éléments :

- Centre de coordination pour les questions hommes-femmes.
- Stratégie de formation.
- Partenariats dynamiques.
- Expérience de l'élaboration des politiques sur le plan ministériel et interministériel.



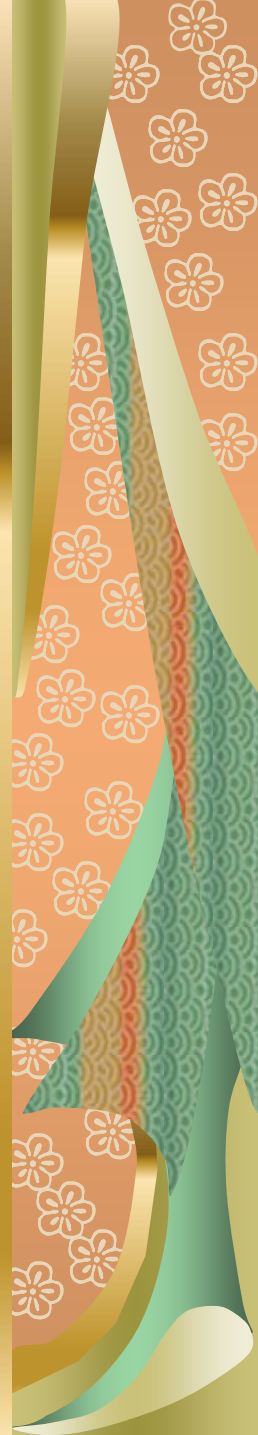
Centre de coordination pour les questions hommes-femmes : Unité d'ACS

- Le fait de partager les locaux de la Politique stratégique a permis d'obtenir un aperçu des initiatives et des orientations stratégiques du Ministère.
- Les analystes ont acquis une connaissance approfondie des activités du Ministère, et des défis qu'il a à relever.
- L'Unité est permanente depuis 2003.



Une stratégie de formation à l'ACS conçue pour CIC

- Formation : un moyen d'établir des partenariats et de mieux faire connaître l'ACS au Ministère.
- La méthode et les documents de formation ont été conçus pour éveiller un écho chez le personnel de CIC.
- Capacité et expérience confirmées.
- Cours offerts à titre de perfectionnement et de formation sur l'élaboration des politiques et des programmes.



Formation (suite)

- Incite les gens à envisager les politiques et les programmes sous l'angle de l'ACS.
- Contribue à faire considérer l'Unité d'ACS comme un partenaire pour l'élaboration de politiques judiciaires.
- Les gens considèrent l'Unité d'ACS comme une ressource qu'ils peuvent utiliser pour appliquer l'ACS dans l'exercice de leurs fonctions.
- A permis d'en arriver à une même compréhension de l'ACS et d'adopter une terminologie commune.



Politique et partenariats horizontaux

- La révision de la législation et les activités courantes ont amené l'Unité d'ACS à intervenir dans des dossiers en cours et nouveaux.
- Occasions d'établir de bonnes relations et confiance dans les avis fondés sur l'ACS.
- Les personnes ayant suivi une formation sur l'ACS ont été les plus nombreuses à se tourner vers l'Unité pour obtenir une aide supplémentaire dans ce domaine.



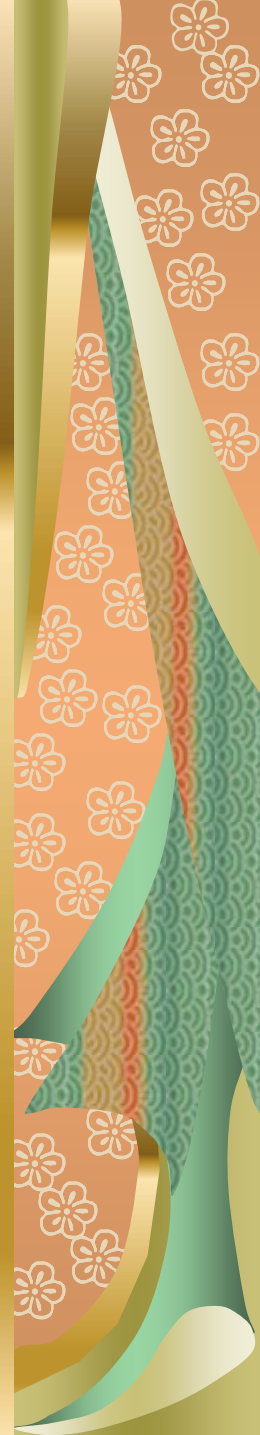
L'établissement des assises

- Principes appliqués
 - Apprendre
 - Partager
 - Établir un consensus



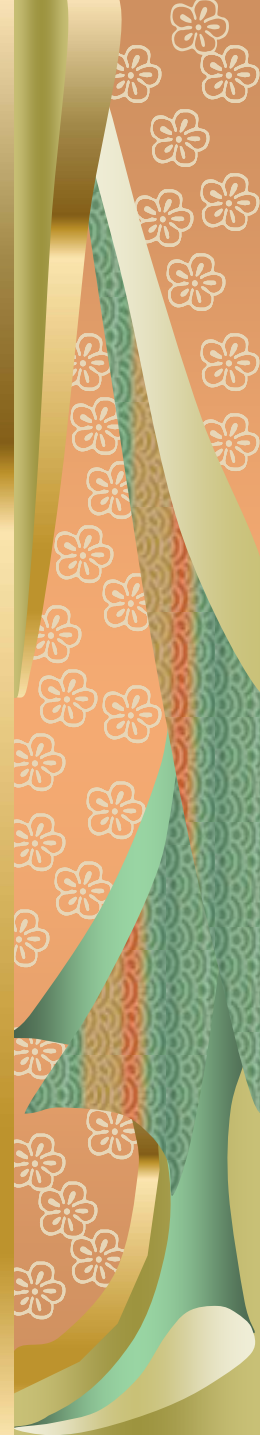
Des assises au Cadre :

- Il fallait établir, pour le Ministère, un document qui :
 - tiendrait compte des solides assises établies (apprendre, dégager un consensus, et établir des partenariats)
 - prévoyait la structure et l'orientation à suivre pour respecter l'exigence législative.



Cadre stratégique de CIC pour l'ACS

- cadre quinquennal pour la période 2005-2010.
- énonce les objectifs et les principes du Ministère pour l'ACS.
- définit les mesures concrètes à prendre pour améliorer la capacité et les résultats obtenus afin de respecter l'exigence législative.



Composantes essentielles

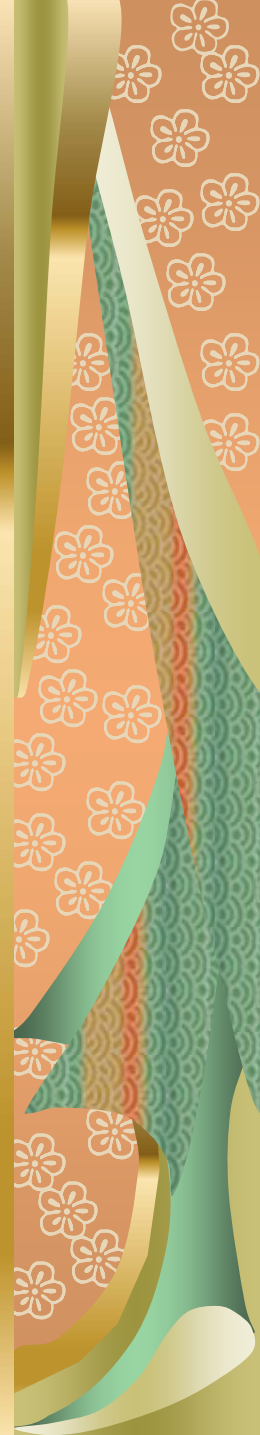
- Le Cadre comporte trois grands volets :
 - Plans d'ACS des directions générales
 - Rapport annuel au Parlement prévu par la LIPR
 - Bilan annuel



Plans d'ACS des directions générales

- Les plans d'ACS des directions générales ont des points en commun :
 - Engagement de faire rapport sur le domaine de responsabilité prévu par la LIPR
 - Projets d'ACS pour adopter les pratiques les plus efficaces
 - Méthodes de travail et produits
 - Activités pour informer les employés et leur donner plus de confiance en eux

- Mesures progressives, mais réalistes pour intégrer les considérations sexospécifiques dans les activités courantes des directions générales.



1: Rapport exigé par la LIPR

- Plan pluriannuel pour garantir que nous respectons l'obligation imposée par la loi de faire rapport au Parlement.
- Selon leurs domaines de responsabilité, les directions générales planifieront les questions devant faire l'objet d'un rapport et mettront en place les éléments nécessaires pour effectuer une analyse de fond.
- Il est prévu que la qualité s'améliorera chaque année, et que CIC sera à terme en mesure d'effectuer une analyse plus générale des répercussions de la LIPR sur les femmes et les hommes.



2: Projets d'ACS

- Initiatives qui seront systématiquement soumises à une ACS.
- Encouragent les directions générales à adopter une approche axée sur les leçons tirées et les pratiques les plus efficaces.
- Améliorer la capacité grâce à l'expérience.



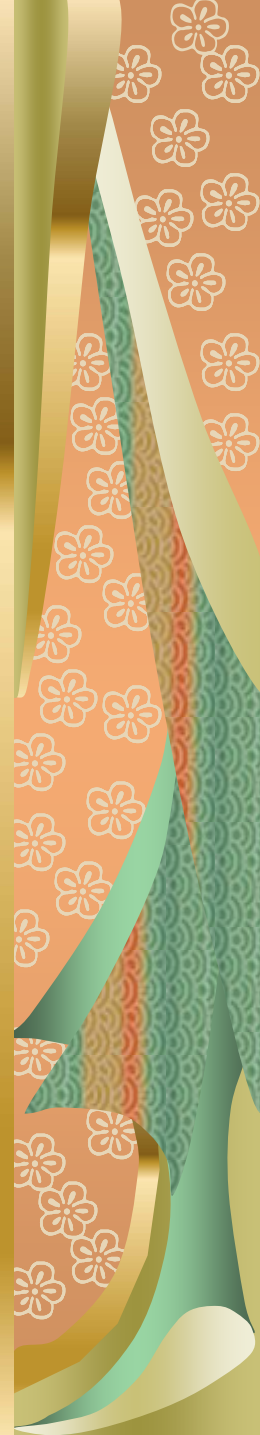
Autres éléments du plan d'ACS des directions générales

3: Méthodes de travail et produits

- Définir les méthodes de travail auxquelles l'ACS sera intégrée, p. ex. la collecte de données ventilées selon le sexe.

4: Connaissance et assurance du personnel

- Précise la formation et le soutien nécessaires pour permettre aux employés d'effectuer l'ACS.



Bilan :

Surveiller l'ACS à CIC

- Bilan annuel sur la capacité et les résultats obtenus.
- Préciser les progrès réalisés, les difficultés rencontrées et les autres occasions d'intégrer l'ACS.
- Outil d'apprentissage et de gestion pour définir les autres mesures à prendre à l'échelle du Ministère.

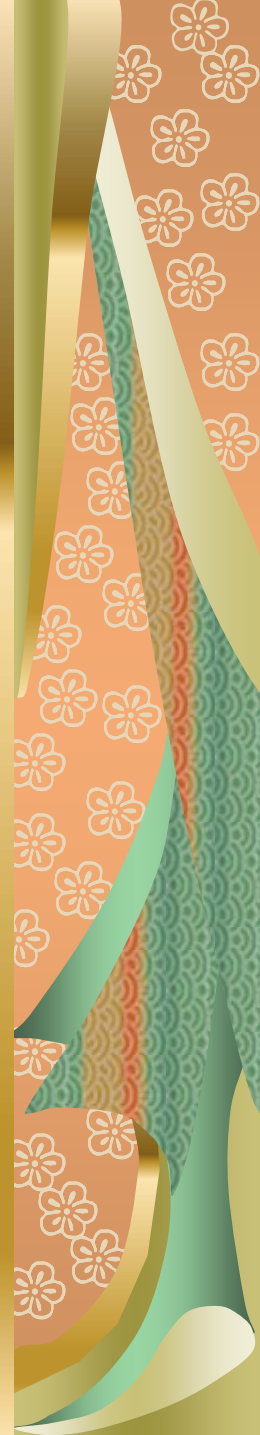


Leçons tirées

- La loi et les rapports sont des outils très efficaces.
 - structure pour l'obligation imposée par la loi.
 - obligation de rendre compte au public.

- Un cadre ministériel permet de préciser :
 - L'orientation à suivre.
 - Les responsabilités internes.

- Les assises sont d'une importance capitale.
 - Une centre de coordination pour les questions hommes-femmes doté d'analystes d'expérience.
 - Une stratégie fondée sur l'apprentissage, l'échange et l'établissement d'un consensus.



Conclusion

- L'obligation imposée par la loi à CIC joue un rôle capital, mais elle ne suffit pas à assurer l'intégration de l'ACS.
- À l'échelle du Ministère, la généralisation de l'analyse comparative entre les sexes nécessite l'adoption d'une approche stratégique
- Les questions, enjeux et priorités varient d'un ministère à l'autre, et la mise en oeuvre doit en tenir compte.
- Il reste toujours des enseignements à tirer. C'est un projet en cours de réalisation.

